

Menaces de fermeture à SEVELNORD (Hordain) Ils le disent eux-mêmes : « le coût du travail en France pose problème ».

Le 9 juin 2011, s'appuyant sur un document confidentiel du 23 août 2010 dévoilé par la CGT, les médias annonçaient la fermeture de deux usines du groupe automobile PSA, à Hordain dans le Nord (2 800 emplois) et à Aulnay-sous-Bois en Seine-Saint-Denis (3 600 emplois), un seul site devant rester en Ile-de-France à Poissy (78).

A Hordain, la publication de cette information ne fait qu'amplifier les inquiétudes sur l'avenir du site industriel, un mois après l'annonce de la fin du partenariat entre Fiat et Peugeot sur les monospaces, et 24 ans après la fermeture de l'usine Simca-Chrysler...

Ce document prévoit la fermeture du site Sevelnord de Hordain en 2014-2015, avec celui d'Aulnay-sous-bois (93) au profit de la Turquie, du Maroc et des pays d'Europe centrale et orientale, c'est à dire des pays à bas coûts salariaux.

Le texte indique que « *la fenêtre d'annonce possible* » se situe « *au deuxième semestre 2012* », compte tenu « *du calendrier électoral français* »...

Le P-DG de PSA, Philippe Varin a osé répondre que ce texte n'était « *pas d'actualité* », tout en précisant aussitôt que la question des délocalisations est une « *vraie question de fond* », et que « *le coût du travail en France pose problème* ».

Pour le POI, cette situation est le résultat de la politique de désindustrialisation et de délocalisations menée par les capitalistes depuis trente ans dans tout le pays, sous tous les gouvernements de droite comme de « gauche ».
C'est le résultat de la soumission de ces gouvernements aux exigences de l'Union européenne qui organise la concurrence et la baisse du coût du travail, entraînant la remise en cause des droits collectifs pour les travailleurs et la précarité généralisée.

Ainsi la Commission européenne, dans ses recommandations adressées aux Etats le 7 juin dernier, dénonce « *une perte de compétitivité sur les coûts salariaux* » et préconise de poursuivre « *la politique actuelle de modération du salaire minimum* ».

Rappelons qu'en 2007, le Commissaire européen à l'industrie, Danuta Hubner, déclarait : « *Ce que nous devons faire (...) c'est faciliter les délocalisations au sein de l'Europe pour abaisser les coûts des entreprises.* »

Rappelons également que les articles 87 et 88 du traité de Maastricht (1992) interdisent « *toute intervention de l'Etat qui générerait la compétitivité des entreprises* ».

Quel avenir pour les travailleurs et leurs familles ?

L'usine Sevelnord emploie actuellement 2844 salariés (contre 4500 salariés en 2008 et 3100 salariés en octobre 2009). La fin du partenariat entre Fiat et PSA est programmée pour 2017 et a été annoncée officiellement le 12 mai 2011 par Didier Martin, le directeur industriel de PSA.

L'usine produit des monospaces et des utilitaires pour le compte de PSA et Fiat depuis 1992. En 2010, l'usine a produit 89.862 véhicules contre 149.600 véhicules au total en 2008. Mais Sevelnord ne produit plus certains modèles de monospaces : depuis octobre 2010, la production de la Fiat Ulysse et de la Lancia Phedra est arrêtée, soit 20% de la production totale de monospaces. La production des monospaces 807, C8 devrait être arrêtée en 2013.

Concernant le niveau d'emplois à Sevelnord, Denis Martin, dans un entretien à l'AFP en mai 2011, s'est refusé à tout pronostic. « *Ce que nous garantissons, c'est (...) de ne pas faire de promesses irresponsables* ».

Tous les travailleurs de la région ont en mémoire le drame de la fermeture de l'usine Simca-Chrysler-Talbot en 1987. Les travailleurs du Nord et leur famille vivent quotidiennement les conséquences des délocalisations et des licenciements.

Comment comprendre ?

Comment comprendre les déclarations des dirigeants du Parti socialiste, comme Harlem Désir, proche de Martine Aubry, qui réclamant sur RMC et BFMTV, « *une convention (qui) engage par écrit le groupe Peugeot au maintien des sites de production en France et en particulier du site d'Aulnay* », ajoute qu'il ne s'agit pas de « *renoncer à toute localisation d'usines ailleurs, en Slovaquie, en Turquie, voire en Asie* », en précisant qu'il « *peut y avoir des évolutions dans l'emploi* ». Comment comprendre ? Il faudrait accepter les délocalisations ? Il faudrait accepter certaines suppressions d'emploi ?

N'est-ce pas là le résultat de la soumission des dirigeants de la « gauche » aux injonctions de l'Union européenne, à sa « concurrence libre et non faussée » ?

Que veulent les ouvriers de SEVELNORD ?

Ils veulent la garantie que le site soit maintenu sur place ! Ils veulent la garantie que tous les emplois soient maintenus sur le site !

Le POI a combattu pour l'unité pour l'interdiction des licenciements, interpellant tous les partis se réclamant de la défense des intérêts des travailleurs pour qu'ils prennent leurs responsabilités et appellent à une marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements. Le POI estime pour sa part que ces menaces de fermeture posent à nouveau la question de l'exigence de l'interdiction des licenciements, et celle de la nationalisation/renationalisation des groupes PSA, Renault et des équipementiers. Ce qui suppose de se libérer de la dictature de l'Union européenne et du FMI, qui imposent les pires mesures anti-ouvrières au seul bénéfice des capitalistes et des marchés financiers.

Aujourd'hui, il s'agit de la vie de milliers de travailleurs, et de milliers de travailleurs des entreprises de sous-traitance, ainsi que de leur famille.

CE QUE VEULENT LES TRAVAILLEURS ?

C'EST L'ARRET DES FERMETURES D'USINES ET DES DÉLOCALISATIONS !

C'EST L'ARRET DES LICENCIEMENTS !

C'EST LE MAINTIEN DE L'USINE ET DE TOUS LES EMPLOIS À HORDAIN !

**Le POI appelle à participer nombreux à la réunion publique du *Comité contre la dictature de la réduction des déficits publics* auquel le POI 59, le PRCF 59 et des militants de toutes tendances participent.
Mardi 28 juin, 18h30, salle des Acacias, à Hellemmes
(Lille, métro Hellemmes).**